

BILAN DE SESSION

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN

AFFAIRES EUROPÉENNES

2023-2024

L'année écoulée a de nouveau démontré que l'échelon européen restait indispensable pour trouver des solutions communes à des défis multiples, dont certains devenus existentiels : guerres en Ukraine et au Proche-Orient, accélération du changement climatique, atteintes à l'état de droit dans l'UE, pauvreté et inégalités sociales, exacerbation de la compétition industrielle et technologique, autonomie stratégique, préservation de nos modes de consommation et de production... Autant de défis qui ont été au cœur de nos préoccupations à la Commission des affaires européennes du Sénat.

Nos travaux se sont centrés sur le suivi vigilant des accords sur les textes européens structurants tels que le devoir de vigilance ou la protection des travailleurs des plateformes.

Malgré la montée des droites radicales et extrêmes en Europe et une majorité présidentielle qui n'a pas su convaincre de son projet européen, le bon résultat des socialistes au scrutin européen du 9 juin 2024 a permis de montrer qu'une voix (e) résolument progressiste et pro-européenne portant un projet à la fois social et écologique pouvait être entendue et choisie par nos concitoyens.

La perspective des élections européennes de juin 2024 a mobilisé notre groupe qui a pris la responsabilité d'un débat de contrôle sur l'action de la France au niveau européen et a défendu le bilan social-démocrate de la mandature qui compte de nombreuses avancées :

- **les mesures d'urgence prises pendant la pandémie** : l'adoption d'un plan de relance européen massif de 750Md€, adossé, pour la première fois, à un emprunt commun et à un instrument temporaire dit SURE de réassurance pour le chômage qui a permis d'aider plus de 31 millions de travailleurs à surmonter les conséquences économiques de la COVID-19 ;
- **le renforcement de droits sociaux notamment** : un salaire minimum pour tous les Européens, une garantie spécifique pour protéger les enfants de la pauvreté, la protection des droits des travailleurs des plateformes ou encore une meilleure protection sociale pour les travailleurs transfrontaliers ;
- **l'amélioration sensible des droits des femmes** : leur meilleure représentation dans les conseils d'administration et les postes de direction, l'instauration d'une transparence salariale pour mettre fin à l'écart salarial entre femmes/hommes, la ratification de la convention d'Istanbul pour lutter contre les violences faites aux femmes et l'adoption d'une législation spécifique au niveau européen ;
- **l'engagement résolu pour la transition écologique** : la mise en place du Pacte vert destiné à mieux protéger les citoyens et l'environnement et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, la taxe carbone aux frontières européennes pour lutter contre le *dumping* environnemental avec un fonds social pour le climat et un fonds de transition juste pour assurer un accompagnement social et économique des transitions, le renforcement du droit pénal contre les crimes environnementaux, la sortie coordonnée d'États membres et de l'UE du traité sur la Charte de l'énergie afin de s'engager dans l'élimination des investissements dans les énergies fossiles ;
- **la construction d'une économie plus juste pour tous avec des exigences renforcées à l'égard des entreprises et des multinationales** : l'instauration d'un taux d'imposition effectif minimum pour les multinationales, l'exigence d'une transparence fiscale pour les multinationales, l'obligation pour les entreprises de divulguer leur empreinte environnementale et sociale et l'adoption de premières législations pour rendre les investissements financiers plus durables
- **la protection de nos industries** : l'adoption d'instruments de lutte contre la concurrence déloyale et la relocalisation de chaînes d'approvisionnement notamment pour les matières critiques
- **le renforcement des droits des citoyens en matière numérique (DSA) et d'intelligence artificielle** : avec une première législation mondiale en la matière, l'encadrement des activités économiques des GAFAM, la valorisation des consommateurs avec un chargeur commun pour tous les appareils numériques et un droit à la réparation ;
- **la défense permanente de l'état de droit et de la démocratie** : le conditionnement des fonds de l'UE au respect de l'état de droit, la défense de la liberté des médias et de la protection des journalistes, la lutte contre les ingérences et les influences étrangères ;
- **la promotion de normes à valeur mondiale** : la responsabilisation des entreprises sur l'impact environnemental et social de leur production, l'interdiction de l'entrée sur le marché européen des produits issus du travail forcé, l'introduction de conditions sociales et environnementales à l'accès au marché européen à travers les règlements sur les matières premières critiques, les semi-conducteurs et le recyclage des batteries, l'instrument contre la déforestation importée qui vise à interdire la mise sur le marché ou l'exportation depuis le marché européen de produits ayant contribué à la déforestation ou encore la levée des brevets sur les vaccins afin de les rendre accessibles à tous et à bas coût.

Nos positions



renforcer les liens

Nous avons poursuivi nos travaux avec le groupe parlementaire SPD du Bundestag à l'occasion de deux nouvelles rencontres qui ont permis d'établir des convergences en faveur du renforcement des politiques industrielle, écologique et fiscale européennes et sur l'accompagnement et la contribution en matière sociale de celles-ci.

instaurer une PAAC

Nous dénonçons la réorientation de la Politique agricole commune adoptée dans la précipitation qui revient sur les mesures de verdissement sans même qu'elles aient été mises en place. Nous plaçons pour une PAAC (politique agricole et alimentaire commune) plus équitable en matière de revenus pour les agriculteurs et d'aides à la production et mieux régulée.

maintenir l'exigence écologique



Nous avons dénoncé le détricotage des réglementations environnementales de l'UE à peine adoptées dans le cadre du Pacte vert et le renoncement au niveau européen à un encadrement des substances nocives pour la santé et l'environnement (Glyphosate et pesticides de manière générale). Les objectifs et les initiatives de l'UE pour accélérer la transition vers une économie verte doivent être soutenus et confortés et des efforts pour garantir une transition juste pour toutes et tous doivent être renforcés. C'est une occasion unique de façonner un avenir plus durable pour les concitoyens, les économies européennes et la planète. L'éducation et la sensibilisation du public aux enjeux de la crise climatiques et aux avantages de cette transition écologique sont des gages de réussites des politiques environnementales de l'UE. Les territoires doivent être mieux associés à la mise en œuvre du Pacte vert et soutenus avec des politiques nationales cohérentes avec les objectifs européens.

investir massivement



Face aux multiples crises que les Européens subissent, nous voulons l'augmentation et la diversification des ressources propres. Cela passe par l'allègement des contraintes financières des États membres afin qu'ils puissent engager les investissements publics nécessaires. Le maintien de critères déconnectés des réalités économiques lors de la réforme du Pacte de stabilité et de Croissance n'offre pas de garanties suffisantes aux États membres pour investir mieux. Nous avons dénoncé la tentation d'un retour en arrière vers un conservatisme budgétaire impensable au moment où les États membres doivent plus que jamais investir dans l'éducation, l'industrie verte et la défense. C'est une politique budgétaire expansionniste, comme aux États-Unis, qui permettrait au contraire de réduire l'écart en termes de croissance et d'innovation.

s'opposer au CETA



Nous nous sommes opposés à la ratification de l'accord économique et commercial global UE-Canada dit CETA. Le Canada est un pays ami et allié mais nous dénonçons un accord d'un autre temps, négocié dans l'opacité et appliqué sans que le Gouvernement juge utile de le faire ratifier par le Parlement. Cet accord dit de nouvelle génération n'a pas tenu ses promesses, en particulier en matière de respect de l'Accord de Paris. Il engage à une convergence réglementaire qui pourrait fragiliser les normes européennes et favorise l'importation de produits ne respectant pas nos normes sanitaires. Alors que la défiance des citoyens persiste envers les accords commerciaux avec la crainte d'une remise en cause des modèles agricoles européens, nous avons démontré qu'une autre politique commerciale était possible : transparence des négociations, préservation des normes européennes exigeantes en matière sociale, environnementale et sanitaire, réciprocité des normes avec la négociation de clauses-miroirs et création de mécanismes contraignants de respect de ces normes. En l'absence de ces garanties, nous avons demandé un moratoire sur les accords de libre-échange en cours de négociation en particulier pour l'accord Mercosur qui reste inacceptable en l'état faute de garanties suffisantes.

défendre nos positions

Dans le cadre de résolutions européennes, nous avons défendu :

- des solutions pour **remédier à la pénurie de médicaments** : une réelle planification, un meilleur transfert de médicaments entre États membres, le retour de capacités de production de médicaments dans l'UE ;
- l'adoption d'une législation européenne pour la **protection des sols** qui jouent un rôle central pour la préservation de la biodiversité ;
- la **lutte contre le changement climatique** et la protection de la santé humaine ;
- la définition d'une **ligne rouge sur la brevetabilité des nouvelles techniques génomiques** pour les semences ;
- le **renforcement de la sécurité et de la défense européennes** en développant la coopération industrielle en matière d'armement dans le respect des prérogatives des États membres.

Nos propositions

01. Poursuivre la transition écologique

Pour notre groupe, la réussite de la transition écologique est conditionnée au renforcement de sa dimension sociale et à l'assurance des investissements nécessaires.

02. Réviser en profondeur le fonctionnement de la PAC

- encourager les aides à l'emploi agricole et à l'utilité écologique ;
- plafonner les aides pour garantir leur plus juste répartition ;
- apporter un soutien massif à l'agriculture biologique et aux modèles qui concilient production et respect de la biodiversité et de la santé des agriculteurs ;
- instaurer un véritable revenu agricole en encadrant plus strictement les marges et les méthodes de la grande distribution et des industriels, mais aussi en rémunérant correctement les services environnementaux rendus par les agriculteurs ;
- recourir à la commande publique dans la restauration hors domicile et les cantines scolaires, pour bâtir notre souveraineté agricole et favoriser les filières locales ;
- renoncer aux accords de libre-échange en cours de négociation et prévoir en permanence les clauses miroirs indispensables pour assurer la réciprocité des normes environnementales et sociales.

03. Adopter une législation européenne *Tax the rich*

Il s'agit de mettre en place au niveau européen une taxe de 2% sur le patrimoine des ultra-riches qui contribuera à une redistribution des richesses et à répondre aux besoins d'investissements publics de l'UE.

04. Instaurer un revenu minimum garanti européen

Nous voulons combattre la pauvreté et restaurer la solidarité et l'inclusivité de notre modèle européen aussi bien en matière de droits que d'emploi et de santé.

05. Instaurer un revenu minimum garanti européen

Nous voulons un outil efficace et contraignant pour lutter contre la pauvreté en Europe.

06. Mieux garantir le respect de l'état de droit et des valeurs fondamentales de l'UE

Nous demandons la révision de l'article 7 du Traité de l'UE en facilitant son recours et simplifiant sa procédure et l'extension de la conditionnalité d'accès aux aides européennes

07. Mettre en place un fonds de souveraineté européen de compétitivité

Ce fonds est adossé à une capacité d'emprunt commune pour investir dans une véritable politique industrielle européenne afin de répondre à l'*Inflation Reduction Act* (IRA) américain et aux politiques protectionnistes ou agressives chinoises et réduire l'écart compétitif en matière technologique

08. Adopter un *Buy European Act*

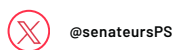
Ce texte doit favoriser les achats de produits et services européens et permettre ainsi la production et la relocalisation de filières en Europe.

CONTACT :

Groupe SER
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS

<https://www.senateurs-socialistes.fr/>
communication@soc.senat.fr

ABONNEZ-VOUS



@senateursPS



Les sénatrices et sénateurs socialistes



@socialistes_senat



Socialistes Sénat



SÉNATRICES & SÉNATEURS
SOCIALISTES,
ÉCOLOGISTES & RÉPUBLICAINS